

CAMP DE GUANTÁNAMO

# Les pots cassés

David Wagner

**Une des premières tâches du nouveau président américain consiste à réparer les dégâts commis par son prédécesseur. La fermeture du camp de Guantánamo en fait partie. Pour sa part, le Luxembourg se dit prêt à accueillir d'anciens détenus.**

« Yo soy un hombre sincero, de donde crece la palma. Y antes de morirme quiero, echar mis versos del alma ». Ces paroles constituent le début du premier couplet de la chanson mondialement connue « Guantánamera », dont l'auteur n'était personne d'autre que le libertador-poète cubain José Martí. Aujourd'hui, elles résonnent comme une étrange plainte à nos oreilles contemporaines. Alors que la chanson, sorte d'hymne officieux cubain, relate l'histoire de cet « homme sincère », qui, avant de mourir, veut faire sortir les vers enfouis dans son âme, est une ode à une jeune paysanne blanche de Guantánamo (la « guajira »). Mais l'on pense aujourd'hui à d'autres hommes, sincères ou pas, auxquels l'on arrachait par la torture, dans cette baie des Caraïbes, les « aveux » dont l'administration Bush était si avide.

Le camp de prisonniers de la « guerre contre le terrorisme » de l'administration Bush, se situe à Cuba, dans la baie de Guantánamo, à l'extrême-orient de l'île. Les images de ce camp mis en place en 2001 ont fait le tour du monde. Les prisonniers, fagotés dans leurs fameux uniformes oranges, attendent à genoux, pieds

et mains liés, aveuglés, assourdis et bousculés par des gorilles en treillis. Hors caméra, le traitement est bien pire.

Mais depuis l'« avènement » d'Obama, le cauchemar semble toucher à sa fin. Peu après son assermentation, le nouveau président des Etats-Unis, Barack Obama, a promis de mettre un terme à ce « triste épisode » de l'histoire américaine en se donnant un délai d'une année. Une question reste ouverte : que faire d'un certain nombre de détenus qui ne pourront rejoindre leur pays d'origine, sous peine d'y voir leur liberté ou leur intégrité physique, voire leur vie, mises en danger ? Ce pourrait être le cas de détenus de citoyenneté chinoise, des Ouïgours de confession musulmane de la région sécessionniste du Xinjiang, par exemple. En tout, il s'agit d'une cinquantaine de personnes auxquelles les Américains ne peuvent rien reprocher, mais qui doivent être accueillies ailleurs. Au sein de l'Union européenne, un certain nombre de voix se sont déjà élevées pour envisager de leur fournir refuge. C'est le cas notamment du Luxembourg.

Alors que rien n'est encore concret, la Chambre des député-e-s s'est néanmoins déjà penché sur le sujet lundi dernier au sein de sa commission des affaires étrangères. Le vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères, Jean Asselborn (LSAP), s'y est rendu pour transmettre la position du gouvernement luxembourgeois aux député-e-s. Contacté par le woxx,

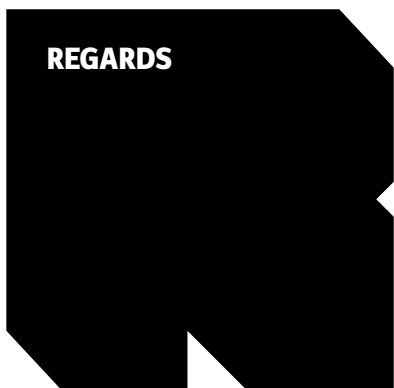
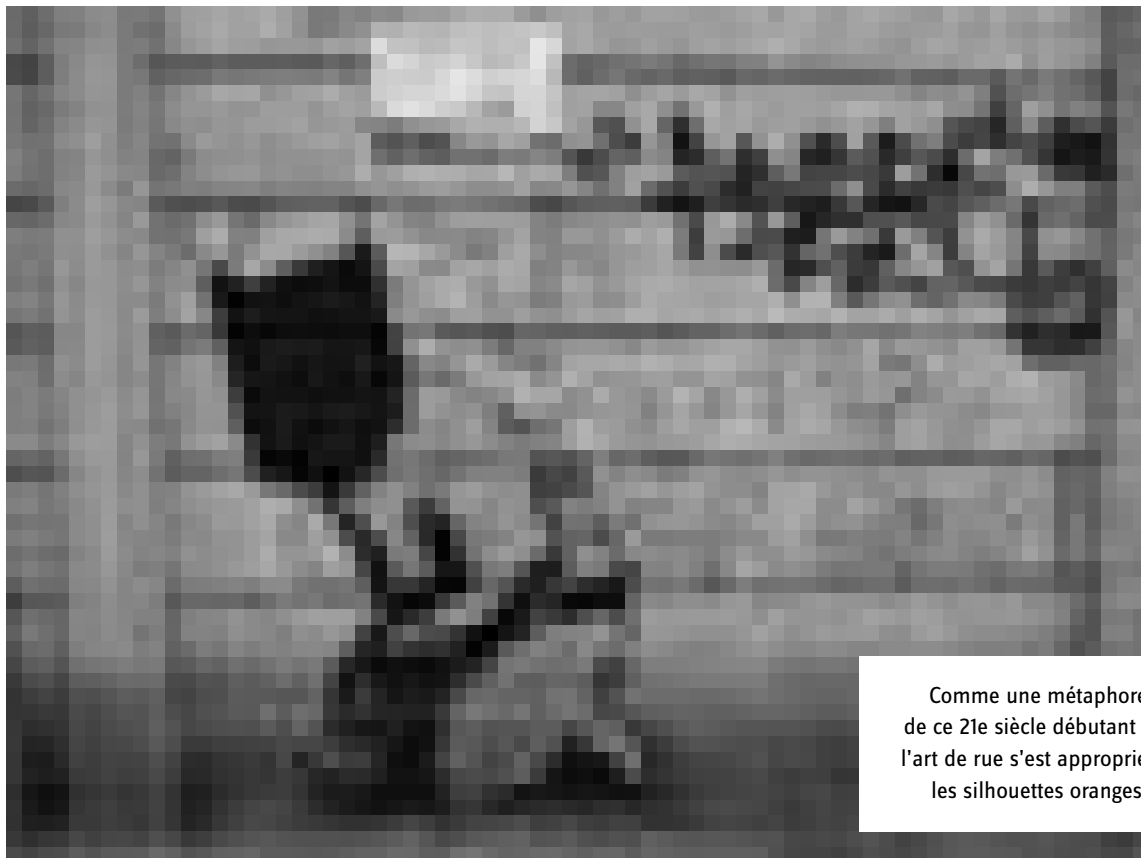


PHOTO : FLICKR/CHRISTOPHE DUNE



Comme une métaphore de ce 21e siècle débutant : l'art de rue s'est approprié les silhouettes oranges.

Asselborn souligne qu'il ne s'agit pas pour les Européens « d'aider les Américains à régler un problème dont nous ne sommes pas à l'origine, mais l'Europe a tout intérêt à ce que ce camp ferme et elle doit être prête à donner un coup de main humanitaire ». D'ailleurs, la démarche du gouvernement luxembourgeois s'inscrit dans une certaine cohérence depuis l'adoption par la Chambre à l'unanimité, en 2005, d'une motion condamnant l'illégalité du camp de détenus de Guantánamo.

### Entre humanitaire et sécuritaire

Pour le gouvernement luxembourgeois, l'aide doit reposer sur trois piliers : l'accueil humanitaire des anciens détenus (si ceux-ci le demandent), le volet sécuritaire et une démarche européenne commune. Ce dernier aspect ne devrait pas poser de trop grands problèmes, même si pour l'instant l'Autriche refuse d'en accueillir sur son sol. Les Pays-Bas ainsi que le Danemark se montrent également récalcitrants. Il est vrai que l'accueil de ces anciens combattants présumés du djihad est à l'origine de certaines considérations politiques. Après tout, ne pourraient-ils pas représenter un danger pour leur nouvelle terre d'asile ?

C'est plutôt cette considération qui émane de la réponse du ministre de la Justice Luc Frieden (CSV) à la question parlementaire posée par son collègue de parti au mois de janvier, le député Laurent Mosar. Frieden

estime « qu'il faut aborder cette question avec prudence et après en avoir examiné l'ensemble des implications, parmi lesquelles en particulier celles relatives à la sécurité intérieure, aussi bien qu'à la personne en cause ». Plus loin, Frieden ajoute qu'il faudra examiner les dossiers de personnes en cause pour notamment connaître leur « attitude générale à l'égard de notre mode de vie ». Toutefois, malgré certaines nuances d'interprétation des deux ministres en charge du dossier dans le poids à accorder entre les volets humanitaires et sécuritaires, le gouvernement luxembourgeois se range clairement parmi les pays volontaires à l'accueil.

C'est également l'avis du député vert Felix Braz, membre de la commission des affaires étrangères : « La position de Luc Frieden, qui met plus l'accent sur l'aspect sécuritaire, fait certainement partie de son naturel, mais il est clair que son parti est d'accord pour accueillir les anciens détenus ». De toute façon, avant que cette cinquantaine d'anciens détenus soient remis en liberté, ils leur appartiendra de dire si oui ou non ils veulent l'asile dans un autre pays que les Etats-Unis ou rentrer dans leur pays d'origine. Les candidats devront ensuite se soumettre à une procédure de « clearance », c'est-à-dire que les gouvernements accueillants analyseront les dossiers de ces personnes à partir des informations transmises par les services secrets des Etats européens.

Et nul doute que certains Etats détiennent un grand nombre de rensei-

gnements. Car si l'Europe joue désormais à la bonne samaritaine, prête à réparer les erreurs du grand petit frère outre-Atlantique si irresponsable, sa toge blanche de candide est elle aussi entachée. En effet, un certain nombre d'Etats européens ont sciemment collaboré au programme « rendition » des Etats-Unis. Amnesty international cite les conclusions de l'enquête de la Commission temporaire du parlement européen sur les « restitutions » et les détentions secrètes. En tout, 1.245 vols de la CIA auraient fait escale sur le territoire européen, l'Allemagne en tête avec 336 escales, suivie par le Royaume-Uni, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, la Grèce, Chypre, la Roumanie et la Pologne. Pire, ces deux derniers Etats auraient carrément aménagé des « mini Guantánamo » sur leur territoire. La Bulgarie aurait également agi de la sorte.

### Une Europe pas blanche comme neige

Cela n'étonne pas le politologue Armand Clesse, directeur de l'Institut d'études européennes et internationales, pour qui les Etats-Unis ont profité « de la faiblesse et du haut niveau de corruption de ces Etats ». Selon Clesse, les Etats-Unis ne se seraient pas uniquement arrêtés à ces Etats de la « nouvelle Europe », comme l'ancien secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, caractérisa l'Est européen en récompense de son attitude collaborationniste lors de l'agression de l'Irak. Dans ce contexte, les USA

auraient même transféré des suspects vers la Syrie, pourtant considérée par ces derniers comme « Etat voyou ». Il faut dire que ces Etats disposent de moyens d'interrogation bien plus percutants. Cela n'est pas sans rappeler l'affaire Taoufik Salmi, ce citoyen tunisien suspecté d'appartenir à un parti islamiste local, et renvoyé en toute violation des accords internationaux par le Luxembourg dans les geôles du dictateur tunisien, le président Ben Ali (voir woxx 947).

Pour Clesse, cela ne fait aucun doute : l'affaire des anciens détenus de Guantánamo ne met pas que les Américains mal à l'aise, mais également leurs alliés. Il n'est donc pas étonnant que l'administration Obama se soit donné une année pour fermer le camp : étant donné l'illégalité et l'opacité des opérations, l'image de l'Amérique pourrait prendre un coup supplémentaire. D'autant plus que nombre de détenus ont été arrêtés sur des bases très banales, notamment en étant victimes de règlements de compte entre individus. « Beaucoup ont simplement été vendus aux Américains », souligne Clesse. Reste à savoir, dans ces conditions, si les détenus qualifiés d'innocents ne se limitent vraiment qu'à cette cinquantaine. La fermeture du camp risque de jouer encore bien des tours au nouveau président américain qui rêve de nettoyer les écuries d'Augias de son prédécesseur. Mais n'est pas Hercule qui veut.